

## CONSTANTINE

# Constantine dans le plan de surveillance des résidus d'antibiotiques dans les aliments d'origine animale

**A** l'occasion de la journée mondiale des droits du consommateur, célébrée le 15 du mois de mars, la direction du commerce a organisé, mardi, à la salle Ibn Badis, une journée d'information sous le slogan « plus jamais d'antibiotiques, au moins sans direction des affaires sanitaires et de consommation ». Mais, les Services vétérinaires, le commerce, le Laboratoire régional de contrôle de la qualité et de répression des fraudes et de l'Association de défense du consommateur.

Cette journée a été marquée par plusieurs activités dont des communications sur le thème du jour ainsi qu'un concours auquel ont pris part des collégiens et des expositions tenues dans le hall de la salle Ibn Badis. Mme Oumamer Aïda, inspectrice vétérinaire à la direction des services agricoles, a relevé, dans son intervention, que « L'origine de notre alimentation est en gran-

de partie animale et de ce fait, il se trouve que, généralement, l'animal est traité avec des médicaments, dont des antibiotiques. Ces médicaments pour être assimilés, il leur faut, au moins d'un mois et l'éleveur devrait le savoir et donc attendre jusqu'à ce que l'organisme de la bête parvienne à éliminer les résidus de ces médicaments ». Mais, elle dira que « souvent, du côté commerciale prime dans les pratiques des professionnels du secteur, surtout pour le cas de la viande, du lait et du miel ». Les professionnels du secteur sont tenus, professionnellement et moralement, selon la conférencière « de respecter le délai, par principe de précaution sanitaire, avant la consommation de la viande ou du lait, après la traite de la vache ». Selon ses déclarations, « le danger réside, pour les humains, dans la consommation d'aliments contenant des résidus d'antibiotiques, et qui, à la longue, vont affaiblir

leur système immunitaire, donc leur résistance à la toxicité de certains produits, notamment, et à titre d'exemple, pour le fœtus ou le relevés aussi bien pour les produits alimentaires locaux que pour les produits importés, à l'instar de la viande congelée, la poudre de lait ou le miel, et dont les études ont confirmé la présence de résidus à hauteur de 90%. Pour faire face à ce problème, le ministère de l'agri-



culture s'approprié, révèle-t-elle, dans les semaines qui viennent, à lancer, dans nombre de wilayas-pilotes, dont Constantine, un programme de contrôle des résidus d'antibiotiques (PASCRA) pour 4 produits, à savoir les viandes rouges et blanches, le lait, le miel et les œufs, avec la désignation de laboratoires chargés de l'analyse, pour le côté suivi.

Salah Souhail

## 85 personnes handicapées honorées par la police

**D**ans le cadre de la célébration de la journée nationale des handicapés, coïncidant avec le 14 mars de chaque année, les services de la sûreté de wilaya ont organisé, lundi, au siège de l'institution, une cérémonie en l'honneur de cette catégorie et de ses ayants-droit, en y associant des retraités de ce corps de sûreté. La cérémonie, présidée par le chef de sûreté de la wilaya, en présence des cadres de la police, et qui a été animée par l'association artistique « Joussoor », a permis de rendre hommage à 85 personnes qui ont été honorées et auxquelles on a remis des cadeaux, bien que symboliques, qui n'ont pas manqué de leur faire plaisir tout autant que la sollicitude qu'on leur a témoignée

Salah Souhail

## A quoi sert la plaque forme faisant face à Al Kahalifa ?

**E**lle est située au beau milieu de la placette, juste en face de l'entrée principale du palais de la culture Med Laid al Khalifa, contribuant à « congestionner » la circulation piétonne, sans qu'elle n'apporte, a priori, un plus au décor.

Selon des informations recueillies sur les lieux, cette "protuberance", en plein milieu de la placette devrait constituer le réceptacle de la plaque immémorialisant l'inauguration de l'édifice, sauf que la cérémonie prévue, à cet endroit, n'a pas eu lieu, comme prévu.

Ceci fait dire à de nombreux citoyens que la plaque-forme n'a pas sa raison d'être et son diminution offrirait plus d'espace aux piétons, surtout à cet endroit grouillant de monde : passants et... oisifs.

Chaour A.

## Un nouveau genre de signalisation à Saint Jean

**J**uste, en contrebas de la rue Amcar Belouzaï, aux abords de l'OPGI, on a installé, juste au milieu d'un trottoir, déjà réduit, une plaque de signalisation indiquant un sens interdit d'une hauteur d'un mètre, apparemment non réglementaire, qui, de surcroît, gêne grandement les piétons. Il faut dire que l'installation de ce panneau, bien que la ruelle soit connue pour être interdite aux véhicules qui seraient à amener à la remonter, pour se rendre au quartier du coudail, aurait dû être placée en hauteur et non pas fixée sur un trottoir, déjà exigu.

Chaour A.

## Le taux des affiliations à la Casnos s'est situé à 47 % durant mars courant



**S**elon le sous-directeur chargé du recouvrement, du contrôle et du contentieux de la CASNOS, M. Gharbi Med El Fateh, l'évolution du nombre des nouveaux affiliés à la caisse a fait un bond conséquent en progressant de 47% de mars 2015 à mars 2016.

A l'évidence, cet afflux des adhérents à la CASNOS est dû, au vu de la situation de la ville, à savoir les rues Zaâbane et Chitouch. La conduite de ces travaux revêt "le cachet de l'urgence", a insisté Sayouda, avant de préciser que toutes les mesures de sécurisation des lieux ont été mises en place. Pour rappel, ce vieux mur était déjà fragilisé par un glissement de terrain. Son effondrement partiel avait conduit, pour des raisons évidentes de sûreté, à l'interdiction de l'accès des piétons de la partie amont de la rue Chitouch.

## Le volet régularisation n'est pas en reste puisqu'il a vu plus de 10.000 acteurs économiques non-salariés, se rapprocher des services de la caisse. Cet afflux a permis à la Casnos d'engranger un montant de plus de 765 millions de dinars. Pour les personnes actives, sans couverture sociale (petits commerçants et artisans), elles peuvent s'affilier, rappelle la même source, en coisant régulièrement, avec un défré de 3 ans pour leur permettre de formaliser et de régulariser leur situation professionnelle vis-à-vis de divers organismes dont la caisse de Constantine CNRC (article 60 de LFC 2015). Coté facilitations et assouplissement des mesures de versements des arriérés

ont été établis en faveur de plus de 1000 affiliés pour un montant de plus de 337 millions de dinars.

Par ailleurs, la mesure de la LFC 2015 a entraîné des exonérations en termes de pénalités de retard et de majorations, au bénéfice de 6160 adhérents de la CASNOS qui semblent susciter de plus en plus l'intérêt des citoyens de par le rôle qui lui est dévolu mais aussi et surtout les avantages qu'elle offre en termes de sécurité sociale, de retraite et de soins médicaux, tant pour l'assuré que pour ses ayants-droit. Notons enfin que le nombre d'affiliés que compte la caisse de Constantine atteint 47.000 opérateurs économiques qui devrait être doublé, dans un très proche avenir.

Azziz. K

## L'ONIDRI sollicite suite à l'effondrement d'un pan de mur de la rue Zaâbane

**L'**Office national d'irrigation de drainage de réalisation et d'engineering (ONIDRI) a pris en charge la remise en état du mur de la rue Zaâbane (centre de Constantine) qui s'est partiellement effondré dimanche des suites des intempéries, a indiqué mardi le secrétaire général de la wilaya Abdekhaleq Sayouda. Ce responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les travaux de confortement de ce mur en pierre ont été déjà lancés par l'ONIDRI, désignée pour cette opération d'autant plus importante et



Constructions Inachevées

## Des problèmes persistants et une nouvelle circulaire ministérielle

A. Maillem

Le problème des constructions inachevées revient au-devant de la scène. Le secrétaire général de la wilaya, M. Sayouda, a informé les chefs de districts et les présidents des APC de la réception d'une nouvelle instruction ministérielle, signée conjointement, par le ministre de l'habitat et des Collectivités locales, le ministre de l'habitat et de l'urbanisme et le ministre du Commerce, dont copie leur a été communiquée, aussitôt.

« C'est une circulaire un peu spéciale qui porte sur les modalités de traitement des dossiers portant sur la finition de l'enveloppe existante des constructions concernées par la mise en conformité ou l'achèvement des constructions », a déclaré le secrétaire général de la wilaya qui a invité les chefs de districts, les présidents des APC et le directeur de l'urbanisme, concerné directement, de lui donner toute l'importance voulue. Ce document est accompagné de modèles de procès-verbal de constat, du formulaire de mise en demeure ainsi que des modèles de sanctions qui en suivront.

Chaque maire a été instruit pour ouvrir un bureau spécial à l'effet de recevoir et traiter tous les dossiers portant sur le sujet, de désigner l'architecte le plus

compétent de la commune pour prendre en charge ce dossier susceptible et de désigner une commission communale et un huissier.

Le directeur de l'urbanisme a été saisi, officiellement, pour prévoir un séminaire de formation, à l'intention des cadres qui seront désignés pour mener cette mission et qui seront appelés à déléguer une multithématique de travail », ajoutera M. Sayouda. Intervièvent sur cette question, le wali de Constantine, M. Hocine Ouadiah, a rappelé que la loi qui régit réglemente cette question existe, depuis environ 7 ans.

« Le dossier réglementaire cette question existe, depuis environ 7 ans. Le dossier est resté ouvert, a-t-il noté. Mais il semble, à mon sens, que s'il y avait absence de répondant côté nous incombent, d'une façon directe ou indirecte, parce que nous avons encouragé de tels agissements ». Et de demander, ensuite, s'il est logique de donner un certificat de conformité et le permis d'exploitation à quelqu'un qui procède à une construction, comportant plusieurs niveaux en prévoyant, au niveau le plus bas, des commerces fonctionnant, en même temps, que la construction monolithe. « Je m'adresse, en particulier, aux chefs de districts et aux présidents des APC pour leur dire qu'il est formellement interdit de délivrer un certificat de conformité tant que l'enveloppe externe de la

construction, n'est pas terminée. Et il va sans dire, ajoute le wali, que si le certificat de conformité fait défaut, il n'y aura pas non plus de délivrance de registre de commerce.

A l'initiative, libre au constructeur de monter ce qu'il veut.

Mais il faut qu'il sache que, pour les locaux commerciaux, la direction du Commerce est instruite pour ne pas délivrer de registre de commerce, si l'enveloppe extérieure n'est pas achevée, selon les normes requises par la loi.

Cela fait partie, aussi, de la responsabilité des présidents des APC. M. Ouadiah a affirmé, à ce propos, qu'il est inadmissible que quelqu'un construise une habitation de 15 milliards et laisse la façade en briques rouges.

« Ensuite, on s'aperçoit que ce constructeur possède le certificat de conformité », note le wali, en estimant que cela découle de la complexité de l'administration. « Il y a du laxisme, pour ne pas dire autre chose ! », a lancé le chef de l'exécutif et il faut que ces choses cessent. Il faut que les services de l'urbanisme de la commune et ceux de la direction des Equipements publics interviennent.

« Aussi, il faut que les présidents des APC prennent, personnellement, en charge ce dossier et ne pas le laisser à la portée de n'importe quel agent ! », a instruit le wali.

## Résidus antibiotiques dans l'alimentation 35% des produits analysés non conformes aux normes

A. El Abed

La direction du Commerce, en coordination avec celle de la Santé et l'inspection vétérinaire de la wilaya de Constantine, ont organisé, hier, au Cercle culturel Benhabdja (ex UP), une journée d'information et de sensibilisation sur le danger des résidus antibiotiques, d'origine animale, dans l'alimentation et ce, à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs qui coïncide avec le 15 mai, de chaque année. Selon le représentant de la direction du Commerce, la manifestation qui se déroule, sous le slogan : « plus d'antibiotique au menu », a pour objectif la protection de la santé du consommateur. Sachant que la conscience de ce dernier des risques encourus, demeure le meilleur rempart pour se préserver, soi-même, aussi bien, sur le plan sanitaire que contre les actions frauduleuses, en général.

D'où la nécessité de consommer

correctus, depuis longtemps, notée-elle, si bien qu'un projet, visant leur contrôle et particulièrement, pour les produits d'importation, était dans l'air, depuis vingt ans, mais n'a jamais vu le jour, en raison de l'absence de laboratoires pouvant faire les analyses nécessaires. Mais avec la création de ce programme « Pasca », ce sera, désormais, possible et surtout pour les produits importés dont on sait, absolument, rien.

Le responsable du Centre d'analyses et de contrôle régional de Constantine (CAC), service des Fraudes de la direction du Commerce, confirmera ce fait, même si l'ère était, malgré tout, d'une certaine amélioration, dans ce domaine. Et d'indiquer que sur 3.000 prélèvements de produits carnés, laitiers, de céréales, etc., effectués, en 2015 et tous importés, 35%, se sont révélés non conformes aux normes en vigueur, contre, toutefois, 50 % enregistrés les années précédentes.

Les dangers de ces résidus, sont

Effondrement partiel d'un mur de la rue Zaabane

## L'ONIDRI à la rescousse

une déclaration à l'APS, que les travaux de confortement de ce mur en pierre ont été déjà lancés par l'ONIDRI, désignée pour cette opération d'autant plus importante et urgente que ce mur se situe dans un endroit stratégique séparant deux artères stratégiques de la ville, à savoir les rues Zaabane et Chibour.

La conduite de ces travaux revêt

de cachet de l'urgence», a insisté Sayouda, avant de préciser que toutes les mesures de sécurisation des lieux ont été mises en place. Pour rappel, ce vieux mur était déjà fragilisé par un glissement de terrain. Son effondrement partiel a entraîné, pour des raisons évidentes de sécurité, à l'interdiction de l'accès aux piétons, de la partie amont de la rue Chibour.

Electricité et gaz

## Les communes ont des factures impayées de plus de 19 milliards

A. M.

Hier, à la réunion du Conseil de wilaya, le wali de Constantine, M. Hocine Ouadiah, est entré en colère, en apprenant, par le représentant de la SDE, qui a fait un compte-rendu de ses relations avec les communes, que les créances impayées, détenues par le Service national de l'électricité et du gaz sur ces collectivités, ont atteints la somme de 19,3 milliards de dinars. Et le chef de l'exécutif d'explorer calmement, en lançant dans ces termes: « Le commencement à en avoir assez avec ces créances qui sont dénommées arbitrairement, c'est le mot qu'il faut employer, par les communes ». Et, s'adressant aux présidents des APC présents à la réunion, il affirmera qu'il s'agit de la réalisation de projets confiés à la commune. « Je ne veux plus entendre dire que Sonelgaz n'a pas réglé. Vous payez vos créances, ensuite, le vous réclamant. Et à ce moment-là, on peut demander des comptes à Sonelgaz », a-t-il tonné. Dans la foulée, il a demandé au représentant de cette société de lui fournir la liste de communes redevables envers sa société et il l'a instruit expressément en lui disant: « A partir de 30 jours, en cours, je vous autorise à couper l'énergie et le courant pour les communes qui ne paient pas. A ce moment-là, ce sera à moi de demander des comptes à ceux qui seront responsables de la coupure et je serais, en droit, de considérer que ce serait un vé-

ritable acte de sabotage indirect, voire une incitation au détournement public que de ne pas payer ses redevances et d'encourir des poursuites aux conséquences imprévisibles. A partir de là, l'État fera prendre une autre tournure. Et comprenne qui pourra ! », menaçant, catégoriquement, le wali. S'adressant, ensuite, au représentant de Sonelgaz, M. Ouadiah lui demanda de respecter quant au branchement des logements Cnap-tenno qui vont être, prochainement, l'objet de distribution aux bénéficiaires. « Le reste, lui dira-t-il, vous faites ce que vous voulez ». Et ce responsable de rassurer le wali à ce sujet en lui garantissant que le travail de branchement et d'adduction sera fait, malgré les problèmes qu'il rencontre dans ce domaine. Le directeur de l'OPG a été chargé, ensuite, de suivre cette dernière question avec les responsables de la société concernée.

Le représentant de Sonelgaz a répondu, ensuite, la parole pour décrire les problèmes qu'il rencontre, avec les communes et aussi avec sa propre hiérarchie. « Je ne peux plus travailler, a-t-il affirmé, car l'entreprise n'a plus d'argent. Et de clarifier les cas des projets de construction de logements, en cours, au niveau de plusieurs unités de voisinage (UV) de la nouvelle ville Al Moudjelt, en disant que : « Les entreprises de travaux de raccordement à l'électricité et au gaz sont désignées et elles demeurent à être payées. Malheureusement, a-t-il ajouté, M. Bouchaïma, a indiqué qu'il a reçu un questionnaire de ma hiérarchie me demandant pourquoi j'ai accompli des travaux pour les communes du moment qu'elles ne paient pas leurs créances.

C'est dire que je suis révolté de voir une situation où, au lieu de payer le wali », s'est plaint le représentant de Sonelgaz.

Ali Mendjeli

## Une famille sauvée d'une mort par asphyxie

A. E. A.

Les cas d'asphyxie demeurent toujours à la une, malgré les campagnes organisées pour y mettre un terme. Ainsi, une famille de quatre membres a failli passer de vie à trépas, avant-hier, à l'unité de voisinage n° 13 de la nouvelle ville Al Moudjelt, à-on appert auprès de la Protection civile. Selon le chargé de communication de ce corps de sapeurs-pompiers, quatre personnes, appartenant à une même famille, ont été victimes d'un début d'asphyxie par inhalation de monoxyde de carbone et ce, aux environs de 20h30, dans leur domicile, à l'unité de

voisinage (UV) n° 13, dans la nouvelle ville de Al Moudjelt. La famille composée du père, de la mère et de deux enfants, âgés de trois ans, pour le premier, et de sept mois, pour le second, ont été sauvés d'une mort certaine après avoir inhalé des gaz brûlants, dégagés par le chauffage domestique.

Selon la même source, ils ont été trouvés dans un état lamentable souffrant de maux de tête et pris de temps en temps de vomissements, et les deux enfants avaient perdu connaissance. Les victimes ont été secourues, sur place, avant d'être évacués à l'hôpital «Abdelkader Bencheikh», de la nouvelle ville Al Moudjelt.

Mémoires des prières pour Constantine et ses environs

87 Jeunesse ethnique 1417

El Fezjir	Douja	Auzar	Ichla
80h18	12h-13	16h-06	18h-06
			20h-04



### بعد التهامهم بتزوير وثيقة للحصول على سكن ريفي وضع 3 منتهجين ببلدية الخروب تفتت الرقابة القضائية

#### الرقابة القضائية

علقت التفتت من مصدر موثوق بأبيدة والخروب بمستقبلية أن وكيل الجمهورية لدى محكمة التفتت بالخرربة تمت الرقابة القضائية مع تفتت إحصائي اثنين منتهجين بعد التهامهم في قضية تزوير وثيقة تعريف بهدف الاستناد من السكن الريفي. تحوّد شخص مطلوب لدى العدالة و بتزوير في حالة قرار تفتت الرقابة القضائية وحسب مصدرنا انتموه إلى حوالي 5 أشهر إثر استدعاء الأمن لكل من تفتت ريفي وقضية للكاتب بالتفتت والصفحة القضائية سببها و بتزوير وثيقة التعريف على 1600 مسكن و التفتت على كل من مندوب القضاء إحصائيين من أصل مسكن و اينة صاحب بطاقة التعريف التي تشمل حاليا منصب رئيسة وحدة الخدمة بالأحياء ذلك بعد أن وجه للفتت في يوم الثلاثاء 16 مارس 2016 في محروقات ريفية وتم تحقيق بالترتيب في محروقات ريفية واستعمال الزور.

وأشارت ذات المصدر أن بانيّة الخروب تفتت أسس تسعة من أصل وكيل الجمهورية القضائية بوضع التفتت الثلاث تفتت الرقابة القضائية مع تفتت إحصائيين من أصل مسكن و اينة صاحب بطاقة التعريف التي تشمل حاليا منصب رئيسة وحدة الخدمة بالأحياء ذلك بعد أن وجه للفتت في يوم الثلاثاء 16 مارس 2016 في محروقات ريفية وتم تحقيق بالترتيب في محروقات ريفية واستعمال الزور.

### مجمعات مدرسية تتحوّل إلى ماوى للمتطرفين بعلي منجلي

مدير التربية بولاية قسنطينة يكشف

أكد مدير التربية بولاية قسنطينة بأن المجمعات المدرسية الواقعة بالوحدات السكنية الجديدة بعلي منجلي، تحولت إلى الملاذ الآمنة للمتطرفين و تحوّلت إلى ماوى للمتطرفين بسبب نقص أمن الأمن، فيما وصف الأمين العام للولاية وشعبة مشاركة المجتمع المدرسي بالوحدات السكنية بـ "خروج منطلق إشكالية التفتت في عدد الطباة عين، و التي نجم عنها تفتت بأكملها بولاية 30 مصلحا

وأكد مدير التربية بولاية قسنطينة بأن المجمعات المدرسية الواقعة بالوحدات السكنية الجديدة بعلي منجلي، تحولت إلى الملاذ الآمنة للمتطرفين و تحوّلت إلى ماوى للمتطرفين بسبب نقص أمن الأمن، فيما وصف الأمين العام للولاية وشعبة مشاركة المجتمع المدرسي بالوحدات السكنية بـ "خروج منطلق إشكالية التفتت في عدد الطباة عين، و التي نجم عنها تفتت بأكملها بولاية 30 مصلحا

### أساتذة جامعيون يطالبون باحترام أجال تسليم السكنات الوظيفية

أصبح صباح أمس المصبرات من الأساتذة بالمعهد الجامعي بولاية قسنطينة لتسليم السكنات بأحرار أهل الجزائر بولاية قسنطينة، حيث كان من المفترض تسليم السكنات الوظيفية للجامعيين في شهر ماي الماضي، لكن للأسف لم يتم تسليمها حتى الآن، مما دفع الأساتذة إلى التوجه إلى الجهات المختصة للمطالبة بتسليمها في أجل مناسب.

### 90 بالائة من الأغذية المستوردة تقوى مضادات حيوية مُضرة

حسب ممثلة عن مقتضية البيطرة بولاية قسنطينة، فإن 90 بالمائة من الأغذية المستوردة تقوى مضادات حيوية مضرة، مما يشكل خطراً على صحة المواطنين. وأشارت إلى أن هذه المضادات الحيوية تستخدم بشكل غير قانوني في تربية الحيوانات، مما يؤدي إلى تراكمها في المنتجات الغذائية.

وأوضحت الباحثة في مختبر البيطرة أن هذه المضادات الحيوية تؤثر على الجهاز الهضمي للمستهلكين، مما يؤدي إلى مشاكل صحية خطيرة. وأشارت إلى أن هذه المضادات الحيوية تستخدم بشكل غير قانوني في تربية الحيوانات، مما يؤدي إلى تراكمها في المنتجات الغذائية.

### نقص الوعاء العقاري يرهق إنجاز سكنات ريفية بزيغود يوسف

أدى نقص الوعاء العقاري في الريف إلى تأخر إنجاز السكنات الريفية، مما يرهق المواطنين. وأشارت إلى أن نقص المواد الأولية وارتفاع تكاليف البناء سببوا هذا التأخر. وأشارت إلى أن نقص الوعاء العقاري في الريف إلى تأخر إنجاز السكنات الريفية، مما يرهق المواطنين.

### التسريبات تعزوم سكان بكيرة السطلي من المياه

أدت التسريبات في شبكة المياه إلى تعزوم سكان بكيرة السطلي من المياه، مما يشكل خطراً على صحتهم. وأشارت إلى أن التسريبات تسببت في تلوث المياه وارتفاع تكاليف المعالجة. وأشارت إلى أن التسريبات تسببت في تلوث المياه وارتفاع تكاليف المعالجة.

### فرع مديرية التشغيل يعين عيبيل دون تدفئة

أدى نقص التدفئة في فرع مديرية التشغيل إلى تعيّن عيبيل دون تدفئة، مما يضر بالصحة. وأشارت إلى أن نقص التدفئة سببها نقص المواد الأولية وارتفاع تكاليف التدفئة. وأشارت إلى أن نقص التدفئة سببها نقص المواد الأولية وارتفاع تكاليف التدفئة.

### الاطلاق مشروع وحدة للغرساة الجاهزة

أطلق مشروع وحدة للغرساة الجاهزة، مما يساهم في توفير الخدمات الصحية. وأشارت إلى أن المشروع سيقام في إطار برنامج التنمية الريفية. وأشارت إلى أن المشروع سيقام في إطار برنامج التنمية الريفية.

## CONTRÔLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

# TIZI OUZOU NUMBER ONE

«TOUS LES PRODUITS DE CONSOMMATION fabriqués à Tizi Ouzou sont pratiquement conformes aux lois et aux exigences du marché», a déclaré Dogmane Akkacha, directeur de wilaya du commerce.

### ■ KHALIL BOUDJADI

**L**es vilages de Tizi Ouzou ont obtenu récemment un succès remarquable de production des aliments sur les produits alimentaires, à l'instar de la région de Biskra, qui occupe six vilages, a déclaré Khalil Boudjadi, le directeur de wilaya du commerce.

S'exprimant en marge des festivités organisées à la Maison de la culture Moukrouf-Moukrouf à l'occasion de la Journée mondiale des droits des consommateurs, Dogmane Akkacha a précisé que des établissements ont pris des règlements sur la totalité des produits fabriqués localement dans le cadre du contrôle de la qualité et de la conformité.

«Le taux d'infractionnel retrouvé est très minime par rapport à la loi, des préférences effectuées, ce qui équivaut que tous les produits de consommation fabriqués à Tizi Ouzou sont pratiquement conformes aux lois et aux exigences du marché », a-t-il fait savoir. Les services de la direction du commerce imposent « un contrôle rigoureux » aux producteurs de la wilaya, notamment ceux de la



Le nombre d'infractions est très minime

filaires lait et dérivés, dira Akkacha qui a parlé de préférences d'étude effectuées, notamment sur le lait pasteurisé en sachet fabriqué par les industriels ainsi que les fromages. A ce sujet, il a rassuré que le lait produit en vilages de wilaya de

a indiqué que plus de 800 points d'échantillonnage ont été effectués au cours de la semaine dernière. Une brigade a été créée spécialement pour les services de la direction du commerce pour éradiquer cette activité commerciale illégale, a-t-il

ajouté.

## «JOURNÉE MONDIALE DU CONSOMMATEUR

# Fin les antibiotiques au menu

C'EST EN 1961 QUE l'usage des antibiotiques comme aliment destiné aux bovins, ovins et volaille a commencé.

### ■ ISMAËL GREDJOUA

**L**a direction du commerce de la wilaya de Constantine a attiré hier à l'instar de ses autres vilages la Journée mondiale des droits des consommateurs. Cette journée de sensibilisation s'est déroulée dans les centres de consommation pour les consommateurs tenant à l'usage des antibiotiques sur la santé du citoyen. C'est au cours de l'activité publique, actualisée par l'initiative publique, actualisée par l'initiative publique, que la direction du commerce a tenu à faire le point.

A ce propos, le directeur du commerce, Ismaël Gredjoua, a confié à L'Expression

édité d'informer le citoyen sur ses droits à être informé sur les composants des produits qu'il consomme. Notre interlocuteur a insisté surtout sur les conséquences négatives par la consommation des produits contenant des antibiotiques dans les viandes rouges et blanches, dans, précisément, la volaille. «Même le produit le plus consommé, il est employé que c'est en 1961 que l'usage des antibiotiques comme aliment destiné aux bovins, ovins et volaille a commencé, soit la

date où les USA avaient autorisé l'introduction de ces médicaments pour engraisser les bœufs. Vers les années 1970, cette pratique s'est généralisée et ce n'est que vers la fin des années 1990 que l'Union européenne, constatant la nocivité des antibiotiques sur la santé du consommateur, a décidé d'y renoncer. Néanmoins, a confirmé le directeur du commerce « en constatant de nombreux déviances avec ces produits qui, à force de leur consommation, infirmité corporelle, perturbation de l'immunité ». Il a précisé que « 90% des antibiotiques produits dans le monde sont directement exportés vers l'étranger, ce qui est très grave ». Ces réactions traitant en

## BOUIRA

# Des consommateurs en colère

les Algériens, à l'instar du monde entier, consommateurs des produits chimiques à long terme de journaux. Par conséquent de dire que nous consommons des médicaments à long terme de journaux ! C'est une affirmation sans fondement, dira en substance l'expert.

La gravité de la situation sera évaluée en évidence à travers plusieurs exemples.

Le lait, un produit à très haute demande et hautement exigé pour ses valeurs nutritives, sera le premier exemple cité pour confirmer le constat. «Souvent, quand on

consomme du lait en sachet, on se sent rassuré. Mais, c'est tout à fait le cas, car lors du procédé de pasteurisation, on fait perdre de 90% de sa teneur en vitamines et par conséquent, nous consommons de l'eau vitrée 25 DA la litre».

L'expert citera aussi le cas d'un fruit de saison, la pastèque, et dira : «Certains consommateurs à l'instar de ceux de Tizi Ouzou, ont acheté une belle courge rouge (...) On consomme du maïs à notre tour

doivent faire preuve de vigilance. Le second point relatif à l'existence de cette journée sera consacré à la consommation » made in Algeria, un engagement pris par les pouvoirs publics et mis en place par conséquent à la réaffectation du crédit à la consommation. Uniquement, les participants ont applaudi l'idée qui veut, une subvention contre la crise qui frappe de plein fouet les entreprises nationales et devant les «standardisation» du marché traité par le consommateur et les produits statistiques.

A. M.

## L'Association IQRAA et Ooredoo célèbrent la femme rurale



marat entre IQRAA et Ooredoo s'est déjà concrétisée par de nombreuses opérations au profit de la femme rurale à travers la contribution financière de Ooredoo dans la construction et la dotation en équipements pédagogiques des Centres AFJ d'EI (Khrub (Constantine), de Tarnacine (Ouargla) et de Ouled Yehia Khadroucha (Jijel). A noter que pour cette année 2016, Ooredoo a célébré la Journée internationale de la femme, en partenariat avec l'entrepreneurial technologique Nimoun et ce en partenariat avec Women Technocrats Algiers.

et actrices traditionnelles et artisanales des femmes associées des Centres AFJ de Sid Hamet (Biskra) et Harba (Taza) été réalisées, réalisant leur contribution financière à la prise en charge pour améliorer leur conditions sociales et économiques. Ooredoo inaugure à nouveau de son engagement auprès de l'association IQRAA plusieurs activités de la femme rurale. Sa présence aux côtés de l'association IQRAA citoyenne, amplement engagée dans l'accompagnement des initiatives visant à améliorer la condition des femmes algériennes en partenariat avec les principaux acteurs du mouvement associatif national. Pour rappel, le part-

### ■ ASSOCIATION IQRAA

**L**a Chambre de commerce et d'industrie en collaboration avec l'université AKI Mohamed El-Bachir el-Bachir, a organisé une journée de sensibilisation des habitantes dans les produits alimentaires.

L'expert algérien Moukrouf sera l'invité principal de la journée. «Le succès de nos produits alimentaires est un défi pour les Algériens car pas de santé,

تصنعت من قذائف التلقية والتوسل إلى الشاعرين حيث قامت سيطرة وشيخها الذي يعمل في العمارة المذكورة بالتخليص من الرصيف بعد أن ساعدوا والدته المتفانية البالغة من العمر 17 سنة على وضعه. وقاما بأخذ الرصيف ووضعوه داخل قذيفة لتركه أثناء حركته التورق والتلويح بعد أن تولفت طرأ أحد العمالين والعمارة الذي أرسل بمصالح الأمن. وبعد التفتيش مع المشتبه فيهم، وجدوا إلى وكيلهم الجسد-وودية الذي تمكنه بمرح بوعزيزي.

**كانت مموهة بالرمال وقبعتها 1,5 مليار الفشار تهريب 125 زنة من الشيفون في بسكرة**

تصنعت مصالح الجمارك والبرك الوطني بولاية بسكرة أول أمس، وخلال حاجز مشترك من حجز 125 زنة كبيرة من الألبسة المستعمدة المستوردة من الخارج والتي كانت في طريقها إلى الأسواق المحلية. العملية تمت على مستوى الطريق الوطني رقم 81 في شقة الرباط بين ولايتي بسكرة وعظمية، فبعد توقيف وفتيش شاحنة ذات مقطورة كانت تنقل في الرحلة الأولى محملة بالرمال تبين عند تفتيشها بقدرة أنها تحمل كمية كبيرة من الألبسة المستعمدة

**الرقابة على استعمال المواد الكيميائية غير موجودة مصالح التجارة تعذر المستهلكين والمتجدين من المضادات الحيوية بقسنطينة وبسكرة**

أقامت صباح أمس مصالح مديرية التجارة بقسنطينة وبسكرة يوم مفتوح توعوي ووقائي تحت شعار وجبات غذائية بدون مضادات حيوية، لعائدة المستهلك بالدرجة الأولى والمنتجين المحليين بدرجة ثانية، المتفاهرة التي كشفت من خلالها على المخاطر الكبيرة الذي تهدد صحة المستهلك تجاه جهلة التقيد بأقل التدابير الوقائية الضرورية من أجل التقليل من خطورة التعرض لاستهلاك مواد غذائية تحمل بقايا مضادات حيوية استعملت من طرف المنتجين لغرض تحفيز النمو. وتغير ذلك من الفوائد المرجوة بعيدا عن السبل الطبيعية للنمو للمواد الغذائية، ولأسبما ما تعلق بكل من اللحوم البيضاء والحمراء منها والبيض وبعض فئة من الخضروات والفواكه، التي يمكن أن تستخدم في نموها ونضجها الجيد مضادات حيوية بجهل وعدم احترام الضوابط اللازمة لاستخدام هذه المضادات الحيوية، إذ لم يتلاش وجودها في المواد الغذائية، حينما تقدم وتعرض للاستهلاك، وركزت الجهة المنظمة للتفاهرة على دور التحسيس والتوعية وكذلك التحذير للمستهلكين والمنتجين على حد سواء، من التهاون بخطورة هذه المضادات على الصحة والمستهلك بصفة عامة الذي يجب عليه الحذر من استخدام منتجات الدواجن الشاربية من جلود، دهون، الكبد ومرق الدجاج المصنع الغير ملائمة مصادرهما، وطالبت مصالح التجارة المنتجين التأكد من إعطاء الجرعات المناسبة في علاج أو وقاية أو لتخفيف نمو مواد غذائية فلاحية أو حيوانية والتأكد من تاريخ صلاحيتها، إلى جانب مراعاة مرور الفترة المناسبة على إعطاء المضادات الحيوية قبل توجيه أي منتج حيواني خاصة للبحر وبعدة للاستهلاك، بغية إعطاء جسم المادة الحيوانية فرصة للتخلص من آثار المضادات الحيوية، أما بالنسبة للعمليات الرقابية للجهة المنظمة والجهة المعنية على مستوى المصالح الفلاحية فأوضحنا شروعاتنا في الدور التوعوي الذي يقومون به وصورة تطبيق العمليات الرقابية عن مدى تحديد تواجد كشف المضادات الحيوية في المنتجات الغذائية الحيوانية التي تتطلب إكثافات ومخاطر ذات تجهيزات عالية الدقة لتحديد فيما تحتوي مادة غذائية على بقايا مضادات حيوية ضارة بصحة المستهلك.

**وزير الثقافة ميهوبي يكشف من قسنطينة عملية إعادة الاعتبار للمساجد مستطلق عن قريب**

مناقصات جريئة على يد راية بسكرة عائلة الضحية عام

ب. ممراد

في إطار حملاتها التوعوية والتوعوية لخدمة المواطن

## مديرية التجارة تحفل باليوم العالمي لحماية المستهلك تحت شعار "وجبة غذائية دون مضادات حيوية"

على الخفيف من استمطار المضادات الحيوية في صورة الضرورة العلاجية. لإعطاء لمحة أوسع عن أهمية حماية المستهلكين من الأخطار الاستهلاكية.

لمصلحة المواطن.

هذا وعرف اليوم التوعوي بمشاركة فعال طرقت مديرية الصحة للولاية من خلال منحة في حفظ الصحة العمومية على غرار السيد بوجمادة الذي عرج في مداخلة على الاحتفال الغذائية للنظف والبالغ.

و من أهم ما حرص عليه القائمون على هذا التوعوي هو التأكيد على حق المستهلك الإعلاني و الإصلاح على كل كبيرة و صغيرة بخصوص المنتجات الغذائية بالأطعمة التي تصد تكليف المصنعات الإعلامية لقادة المواطنين و على اجتناب أخطار اقتناء المكبات من الألبان و التي تكون في مجملها بعيدة عن الك

الصحة المطلوبة

و في السياق ذاته كانت هناك مداخلة لإطار المدير الجهوي لمراقبة الجودة و وقع الضيف و راية التي تصور موضوع نقاشها حول كيفية سبل تقديم طبق يومي خالي من البكتيريا المدا و عن الجميوت الخاصة بحقوق المستهلك هناك مشاركة فعالة من طرف ممثلي الالديني على غرار السيدة كليل مكيبة جمعة الحماية و النطاق عن المستهلك التي الموضوع من خلال توصيتها على تقبل اليوم التوعوي بالجناب المليون و و توفير الحماية للمستهلكين من خلال تضائل الأطراف الفاعلة

هذا وتقدم جريدة المؤشر بتقديم النصيحة الإلتصاف الرقابية الخاصة بمديرية التجارة 2015 و التي جاءت على النحو الآتي.

في ما يخص مراقبة النوعية و وقع الضيف: كل التفتحات 27629 و عدد المخالفات 3849 عدد الإقطاعات كان 585.

بينما عدد المضامر المسجلة 3827 بمصر و و المجر بلغت 2252 بينما عدد حالات الطاق الإال في مجال مراقبة النوعية و وقع الضيف 118 حال أما بخصوص مجال الممارسات التجارية: التفتحات كان 19678 و عدد المخالفات 5101 فيما مخالفة أما عدد المضامر فكان 216 حالة.

عبدون



صورة أرشيف

بعد ذلك جاء الدور على السيد عبد الغني بوعيسى رئيس مصلحة حماية المستهلك و وقع الضيف بمديرية التجارة للولاية لإثراء الموضوع. أكثر من خلال التطرق لحماية المستهلك في التشريع الجزائري من خلال التعرّيج على مختلف القوانين انطلاقا من التشريع الفرنسي. في الحقبة الاستعمارية وصولا إلى قانون 2009 الذي جاء بقرارات و مضامين جديدة صبت كلها في إطار الزامية الطاقة و الطاقة الصحية بالأطعمة إلى الزامية الضمان و الختمية بعد البيع انتهاء إلى البحث على دور الجميوت و الناشطين من المجتمع المدني لمساعدة مديرية التجارة في التعامل مع التجاوزات التي تكرر بشكل مباشر أو غير مباشر على صحة المستهلك.

وتطرق رئيس مصلحة حماية المستهلك و وقع الضيف لدى مديرية التجارة بالولاية عبد الغني بوعيسى، إلى ترويجات مفضلة في ما يخص قانون 2009 الذي تم تبنيه البحث على تكثيف إجراءات الرقابة انطلاقا إلى تأهيل و اعتماد المختبر بكنال الاستاذة من المختبرات و تحفظ التدابير التحفظية لمبني القانون حسب المتعدد بفترة نوعية في مجال التشريعات الخاصة بالمستهلك في القانون الجزائري.

يأتي الدور على قطاع الفلاحة من خلال مداخلة من طرف ممثلة عن الجمعية البيطرية لمديرية المصالح الفلاحية للولاية التي عرّجت في مداخلتها على نقاط حساسة تتمثل في مراقبة تقنية الحيوانات وضرورة العناية الصحية للأطعمة الغذائية للبرامج و التزود الحيواني على العموم مع حب المربيين

في إطار الاحتفاء باليوم العالمي لحماية المستهلك المصانف لـ 15 مارس من كل سنة. نصمت مديرية التجارة بالتنسيق مع مديرية الصحة و مديرية التربية و مديرية الفلاحة بالتنسيق مع الجميوت المختصة بالدفاع عن المستهلك في الولاية. يوما تصميما توعويا لقادة المواطنين و ذلك على مستوى قاعة ابن باديس «كلية الشعب سابقا» تخصصت في تقديم ندوات و مداخلات من طرف مدير التجارة بالولاية و ممثلين عن الوزارات. في سبيل التعريف أكثر بالمواد المستهلكة و سبل الوقاية من مخاطر المضادات الحيوية في الوجبات الغذائية التي لا تزدي في كثير من الأحيان إلى مضاعفات صحية قد تشكل خطرا كبيرا على حياة المواطن....

وقد استهل اليوم الإعلامي التوعوي بالاستماع إلى التشيد الوطني ثقته مناخنة اقتناعية من طرف مدير التجارة بالولاية «عزوز قويد» الذي تطرق لشعار اليوم العالمي. ملما على ضرورة توفير السبل اللازمة بتكافل الجهود للحد من المخاطر الغذائية التي يكون سببها الرئيسي في كثير من الأحيان قلة الشروط الصحية وعدم مطابقة بعض المواد للمواصفات التجارية المطلوبة بالنسبة للمنتجات الغذائية ريادة على حظر المضادات الحيوية في اللحم و الألبان و غيرها من المواد الاستهلاكية التي يجهل المواطن السبب فيمنها الغذائية و مخاطرها الصحية و تُشد على ضرورة التنسيق بين مختلف الوزارات للوصول إلى غذاء صحي مضمون للمواطن.